

Les crédits

Dans les années à venir, les politiciens devront considérer tous les programmes et toutes les politiques du gouvernement afin de déterminer s'il faut les maintenir. Nous devrions justifier tout ce que nous faisons.

Nous devrions dire aux gens: «Bien sûr que nous voulons un accès gratuit et universel aux soins; bien sûr que nous voulons maintenir l'intégrité du Régime de pensions du Canada; bien sûr que nous voulons conserver l'assurance-chômage et continuer à protéger les chômeurs; bien sûr que nous voulons continuer à former la main-d'oeuvre; et bien sûr que les transferts aux provinces continueront de se faire. Mais est-ce que tout cela est administré efficacement? Faisons-nous tout ce qu'il est possible de faire pour s'assurer que ces programmes sont viables et rationnels?»

On ne pourra plus tolérer de vaches sacrées dans ce pays. Les Canadiens exigeront une transparence totale, une responsabilité comptable des gouvernements et des parlementaires. Ils l'exigeront parce qu'ils estiment que nous devons respecter nos engagements. Ils savent que, sans transparence et sans responsabilité financière, les problèmes que nous connaissons ne seront qu'exacerbés.

Nous avons parlé du doublement de la dette au cours des sept ou huit dernières années. Quelles que soient les raisons, elles importent peu; ce qu'il faut savoir, c'est ce que nous ferons à l'avenir pour réduire la dette et le déficit.

J'espère que la prochaine fois que nous étudierons le Budget des dépenses, les Canadiens et les parlementaires comprendront mieux en quoi consiste le processus.

[Français]

L'hon. Bernard Valcourt (ministre de l'Emploi et de l'Immigration): Monsieur le Président, d'abord permettez-moi de vous signaler que les remarques de mon collègue d'Acadie—Bathurst, en plus d'être pertinentes, ne relèvent pas de ce qu'on entend ordinairement dans cette Chambre.

[Traduction]

Je veux féliciter le député de nous avoir exposé sa conception éclairée du problème de l'endettement que nous avons dans notre pays et de nous avoir fait des propositions concrètes.

Le député décrit en termes simples et ordinaires les dangers que présente une augmentation toujours plus grande du déficit et de la dette, parce que c'est toujours le contribuable canadien qui finit par devoir payer la note. Malheureusement, depuis trop longtemps, les gouvernements de tout ordre estiment que ce ne seront même pas nos petits-enfants, mais les Canadiens qui ne sont pas

encore nés, qui assumeront le coût des programmes que nous avons aujourd'hui.

• (1625)

Je suis sûr que le gouvernement, le président du Conseil du Trésor et le ministre des Finances voudront examiner la proposition qui préconise que le vérificateur général soumette peut-être plus régulièrement des rapports, comme c'est l'usage en Grande-Bretagne.

En ce qui concerne les objectifs fixés dans le dernier budget, le ministre des Finances, je pense, a décidé que nous allions ramener le déficit à 0,9 p. 100 d'ici la fin du plan financier qui s'échelonne sur les cinq prochaines années. C'est un objectif. Est-ce aussi celui du député?

Certaines personnes qui ont étudié le dernier budget ont vu que l'on se proposait de réduire de 30 milliards de dollars les dépenses du gouvernement. C'est une grosse somme sur une période de cinq ans qui aura des répercussions importantes. Que pense le député de cet objectif et n'est-ce pas le genre de choses qu'il propose?

Les autres observations du député sont aussi très pertinentes en ce qui concerne les initiatives du gouvernement. Il n'a pas été partial dans ses observations, et je ne veux pas l'être non plus. Depuis un peu plus de huit ans maintenant, puisqu'on nous a reportés au pouvoir en 1988, je ne peux pas croire que toutes les mesures que le gouvernement a proposées pour réduire les dépenses et le déficit ont été contestées par tous ceux de ce côté-là de la Chambre qui ne sont pas membres de notre parti.

Si je ne m'abuse, il réclame que les Canadiens, les Canadiennes et les jeunes comprennent le processus et y participent. Pourtant, le chef de l'opposition et le chef du NPD prennent la parole à la Chambre pour condamner toutes les mesures que le gouvernement propose. Je me trompe peut-être, mais comment le député peut-il préconiser ce qu'il estime à juste titre qu'on devrait faire? Nous ne verrons jamais cela se réaliser.

[Français]

M. Young (Acadie—Bathurst): Monsieur le Président, premièrement, au sujet de la réduction du déficit, je crois que tout le monde est d'accord avec l'objectif visant à tenter de le réduire par tous les moyens, et les objectifs que s'est fixés le gouvernement sont certainement intéressants.

Étant donné que j'ai été critique pour le ministère des Finances pendant assez longtemps, je puis vous dire qu'on a réalisé que les objectifs fixés par le gouvernement, pour toutes sortes de raisons, n'ont pas été atteints, surtout le programme à long terme qui tendait à diminuer le déficit. Si je me souviens bien, d'après les prévisions de l'époque, le déficit, à l'heure actuelle, devrait être à moins de 20 milliards de dollars. Mais comme on le